



N°2014-07/08
JUILLET-AOUT 2014

SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. AGENDA

Les pierres naturelles en aménagement urbain
18 septembre 2014, Montpellier – (INSET Montpellier)

Ingénierie et management de la qualité environnementale : approches comparées en Europe
23 septembre 2014, Montpellier – (INSET Montpellier)

Transition écologique et énergétique
25-26 septembre 2014, Besançon– (INSET Montpellier)

Territoires 2030 et ville du futur
3 octobre 2014, Montpellier – (INSET Montpellier)

Congrès annuel d'HORTIS
2 & 3 octobre 2014, Palais des congrès de Lorient

Rencontres territoriales : Jardin, nature et paysage. Les villes se font 'label' : stratégies, retombées, crédibilité ?
20-21 novembre, Nantes– (INSET Montpellier)

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Energie et climat

Comment construire une filière bois locale / DESCAMPS OLIVIER
ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1729, 08/2014, p. 32-39

Dossier :
- Mobiliser la ressource
- Sécuriser l'approvisionnement
- Caractériser le combustible

Ségolène Royal présente le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte
DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR, 30/07/2014
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-Royal-presente-le-projet.html

Suite à la communication en conseil des ministres du 18 juin, et à la phase de consultations, Ségolène Royal a présenté le 30 juillet en Conseil des ministres, le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte. "Cette loi invente notre futur commun, tout en mettant en place des applications immédiates", a indiqué la ministre.

Micro-hydroélectricité : le parcours du combattant / DESCAMPS Olivier
TECHNI.CITES, n° 273, 08/07/2014, p. 28-29

Le turbinage de l'eau des rivières génère une énergie renouvelable, locale et bien souvent patrimoniale. Il nécessite en revanche la création de seuils qui nuisent à la continuité écologique du milieu... Un vrai casse-tête.

Le Var s'équipe d'une unité de fabrication de pellets à partir de déchets végétaux / LUNEAU Sylvie
TECHNI.CITES, n° 273, 08/07/2014, p. 42

Le syndicat Sived du Var teste une unité de fabrication de granulés (pellets) à partir des déchets d'élagage, de tontes, de nettoyage de bords de routes... La première du genre entaille réelle, un investissement de 2,7 millions d'euros.

Ils attendent des concessions de l'Etat / PIRO PATRICK
SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 222, 02/2014, p. 10-13

Les énergéticiens internationaux rongent leur frein. Alors que le France traîne depuis 2009 pour ouvrir à la concurrence ses ressources hydroélectriques, le projet de loi de transition énergétique ne livre que des options encore incomplètes sur le processus retenu.

Retombées éoliennes un gain pour les communes / RAP Carole
SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 15, 2014, p. 10-13

Les parcs éoliens génèrent des recettes fiscales pour les collectivités locales sur lesquels ils sont implantés. Quelles sont ces différentes ressources et comment les communes les utilisent-elles ?

Le centre aquatique d'Arras substitue 75% de ses consommations de gaz naturel par des eaux usées / LESQUEL Emmanuelle
TECHNI.CITES, n° 273, 08/07/2014, p. 38

Grâce à l'utilisation des calories des eaux usées, renvoyées ensuite vers la station d'épuration voisine, le centre aquatique devrait à la rentrée 2014 avoir réduit des trois quarts sa consommation de gaz naturel. La mise en place de la technologie retenue est de plus réalisée sans frais pour la collectivité. Plongée en eau tiède pauvre en CO_2.

2.2 Architecture, bâtiment et logistique

Le droit moral de l'architecte sur le projet d'aménagement / LHERMINIER Céline
COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 280-281, 07/2014, p. 35-38

Les œuvres architecturales bénéficient d'une protection qui leur assure intégrité et pérennité, qu'elles soient destinées à être un bâtiment public ou un bâtiment privé, un espace urbain ouvert ou une espace fermé. Les aménageurs, maîtres d'ouvrage publics ou privés, doivent réaliser leurs projets d'aménagement en tenant compte du respect des œuvres architecturales mais peuvent faire primer des impératifs d'ordre général.

Patrimoine : le ravalement de façade, un outil de valorisation / VILLE FREDERIC
GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2231-2232, 21/07/2014, p. 26-28

Pourquoi ? La préservation et la valorisation du patrimoine bâti privé permettent à des collectivités d'être davantage attractives tout en gardant leur identité, en favorisant par exemple leur centre historique. Pour qui ? Pour les propriétaires, les ravalements de façade constituent des opérations lourdes financièrement, mais aussi compliquées techniquement et architecturalement. Comment ? Afin d'aider les propriétaires dans les travaux de ravalement, de nombreuses collectivités octroient des subventions sous conditions de respect de chartes ou de règles de qualité et, parfois, de ressources.
- expérience : Epernay (Marne) - Un diagnostic patrimonial avec à la clé une zone de protection concentrant des campagnes de ravalement et une charte.

Victime de son succès, le programme "Habiter mieux" recentre ses publics cibles en 2014 / LIQUET VALERIE
LOCALTIS.INFO, 16/07/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267505511&cid=1250267502383

Trop c'est trop. Pour gérer l'afflux des dossiers de subvention au dispositif "Habiter mieux", l'Anah demande aux préfets et aux délégataires des aides à la pierre de lever le pied en 2014. Les dossiers exclusivement axés sur la rénovation énergétique des propriétaires occupants "modestes" devront attendre l'année prochaine. Les "très modestes", eux, sont préservés. Occasion de se réinterroger sur le financement à long terme du dispositif : et si, tout simplement, l'Etat finançait mieux "Habiter mieux" ?

Accessibilité : les Ad'AP deviendront obligatoires au 1er janvier 2015 / STROESSER Emmanuelle
MAIRES DE FRANCE, n° 315, 07/2014, p. 14-15

Si les communes et groupements intercommunaux vont avoir plus de temps pour assurer l'accessibilité, ils ne pourront plus y déroger, sauf à risquer de nouvelles sanctions.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

IDRRIM : lever les freins à l'innovation / ONFIELD JEAN-NOEL
ROUTE ACTUALITE, n° 218, 08/2014, p. 12-13

L'environnement de l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (IDRRIM) évolue. Les missions restent inchangées et plus que jamais d'actualité. Favoriser la rédaction d'un référentiel commun, œuvrer pour la maintien des compétences et la promotion des savoir-faire, mais aussi favoriser l'innovation, sont des enjeux essentiels pour la communauté technique.

Michel Barnier propose des emprunts mutualisés pour investir dans les infrastructures / AFP
LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 07/07/2014
http://www.lagazettedescommunes.com/242276/michel-barnier-propose-des-emprunts-mutualises-pour-investir-dans-les-infrastructures

Le commissaire européen au marché intérieur Michel Barnier a proposé dimanche 6 juillet des emprunts mutualisés pour "relever le défi" des 1 000 milliards de besoins en infrastructure prévus par Bruxelles d'ici 2020 dans l'Union européenne. Annoncée lors des Rencontres d'Aix-en-Provence, qui réunissent plus de 200 économistes renommés, hommes et femmes politiques et patrons de grandes entreprises du monde entier afin d'évoquer la question du ralentissement de l'investissement, cette proposition vise à relancer la croissance.

La haute technologie au service des exploitants / ONFIELD JEAN-NOEL
ROUTE ACTUALITE, n° 217, 06/2014, p. 12-13

Les ouvrages d'art constituent un patrimoine important des infrastructures et exigent un entretien régulier sans quoi la sécurité des déplacements n'est plus assurée.

Plus de 40% du total des enrobés mis en œuvre / ONFIELD JEAN-NOEL
ROUTE ACTUALITE, n° 217, 06/2014, p. 18-19

Le conseil général du Finistère a démarré la mise en œuvre des enrobés tièdes en 2011. Avec un recul de quelques années, le retour d'expérience du département est riche d'enseignements.

Le procédé ASCODAL : revêtement modulaire de pierres minces, collées sur enrobé / ORHAN Joël
REVUE GENERALE DES ROUTES ET DES AERODROMES, n° 921, 06/2014, p. 38-41

Le procédé ASCODAL est un revêtement urbain original par sa conception. Il est constitué de pierres minces de 1 à 2 cm d'épaisseur, généralement en granite, collées par une résine époxy sur le revêtement bitumineux de la chaussée. La demande de brevet a été déposée et le brevet d'invention a été délivré par l'institut national de la propriété industrielle (INIPI) à Loël Orhan conjointement avec la société ASPO, spécialisée dans l'aménagement urbain, dont il est le président fondateur.

3.2 Eau et assainissement

Un rapport propose de transférer la protection des captages d'eau aux collectivités / BOEDEC MORGAN
LOCALTIS.INFO, 28/08/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267615602&cid=1250267610278

Alors que les échéances européennes sur la reconquête du bon état des eaux ne seront pas respectées d'ici 2015 et que 3.000 captages sont identifiés en France comme étant dégradés, un rapport interministériel rendu public ces derniers jours suggère d'agir plus vite sur la protection des captages en confiant cette compétence aux collectivités.

Un guide technique relatif à la sectorisation du réseau d'eau potable / RADISSON LAURENT
ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 25/08/2014
http://www.actu-environnement.com/ae/news/eau-potable-reseaux-sectorisation-Gironde-guide-technique-22505.php4

Le département de la Gironde diffuse un guide technique relatif à la sectorisation du réseau d'eau potable à l'attention de tous les acteurs concernés par la distribution d'eau : collectivités maîtres d'ouvrage, bureaux d'études, régies, exploitants…

Gestion des milieux aquatiques : les missions d'appui technique de bassin en cours de constitution / RADISSON LAURENT
ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 25/08/2014
http://www.actu-environnement.com/ae/news/Gemapi-milieux-aquatiques-inondations-missions-appui-technique-

Un décret, publié le 30 juillet dernier, fixe la composition et le fonctionnement des missions d'appui technique de bassin chargées d'accompagner la prise de compétence des communes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (Gemapi).

Eau potable : la sécurisation de l'alimentation au cœur des enjeux / SADER Marie-Jo
ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 25/08/2014
http://www.actu-environnement.com/ae/news/securisation-reseaux-eau-potable-sedif-idf-22523.php4

Maillage des réseaux, forage de secours, intercommunication des distributeurs… la sécurisation de la distribution de l'eau potable requiert nombre d'infrastructures à l'instar de celles déployées par le Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif) pour alimenter ses quelques 149 communes.

La lutte contre les gaspillages, l'autre objectif de la politique de l'eau / RADISSON LAURENT
ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 24/08/2014
http://www.actu-environnement.com/ae/news/lutte-gaspillage-eau-politique-objectif-22346.php4#xtor=EPR-1

Pousser les collectivités à faire des travaux sur les réseaux, améliorer la transparence sur le prix de l'eau et encourager la réutilisation de l'eau. Tels sont les objectifs du Gouvernement pour lutter contre le gaspillage.

La loi Mapam attribue aux communes une compétence obligatoire de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations / RADISSON LAURENT
ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 19/08/2014
http://www.actu-environnement.com/ae/news/inondation-gestion-milieux-aquatiques-Gepami-Mapam-EPTB-Epage-22470.php4

Deux textes d'application sont actuellement soumis à consultation.

Les 11 recommandations visant à faire évoluer l'assainissement non collectif
LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 01/08/2014
http://www.lagazettedescommunes.com/246012/les-11-recommandations-visant-a-faire-evoluer-lanc/?utm_source=gm-club-technique&utm_medium=Email&utm_campaign=05-08-2014-news-club-technique

Les inspecteurs du CGEDD (ministère de l'Ecologie) et de l'Igas (ministère de la Santé) ont rendu leur rapport, élaboré en avril 2014 après audition de tous les acteurs de l'assainissement non collectif (ANC), et que le Club Technique de la Gazette s'est procuré. Le bilan réalisé sur la procédure d'agrément des installations et sur l'application de la réglementation leur permet de faire une série de recommandations

Gestion de l'eau : un décret précise le fonctionnement des missions d'appui technique de bassin / MARCANGELO LEOS PHILIE
LOCALTIS.INFO, 30/07/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267575330&cid=1250267570202

Un décret, publié au Journal officiel du 30 juillet, fixe la composition et les modalités de fonctionnement des missions d'appui technique constituées dans chaque bassin par le préfet coordonnateur afin d'accompagner la prise de compétence "gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations" par les communes.

Gestion de l'eau : un projet de décret précise les périmètres d'intervention des structures de bassin / MARCANGELO LEOS PHILIE
LOCALTIS.INFO, 29/07/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267566949&cid=1250267563781

Pour encourager le regroupement des collectivités à l'échelle des bassins versants, le ministère de l'Ecologie vient de mettre en consultation les projets de textes relatifs à la délimitation des périmètres d'intervention des structures territoriales.

Politique de l'eau : décryptage de la nouvelle feuille de route fixée par Ségolène Royal / GARRIGUES ARNAUD
LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 25/07/2014
http://www.lagazettedescommunes.com/245110/politique-de-leau-decryptage-de-la-nouvelle-feuille-de-route-fixee-par-segolene-royal/

La ministre de l'Ecologie a présenté une communication sur la réforme de la politique de l'eau, lors du conseil des ministres du mercredi 23 juillet 2014. Sont annoncés des objectifs de lutte contre les pollutions (nitrates, pesticides, micropolluants), un meilleur usage de la ressource en eau et un volet développement économique. Une grande partie était déjà existante, mais il y a quand même des évolutions à pointer...

Le centre aquatique d'Arras substitue 75% de ses consommations de gaz naturel par des eaux usées / LESQUEL Emmanuelle
TECHNI.CITES, n° 273, 08/07/2014, p. 38

Grâce à l'utilisation des calories des eaux usées, renvoyées ensuite vers la station d'épuration voisine, le centre aquatique devrait à la rentrée 2014 avoir réduit des trois quarts sa consommation de gaz naturel. La mise en place de la technologie retenue est de plus réalisée sans frais pour la collectivité. Plongée en eau tiède pauvre en CO2.

Eau potable : Montpellier choisit la régie / REY BRAHMI PAULINE
ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1729, 08/2014, p. 14

La nouvelle majorité au conseil d'agglomération de Montpellier a choisi le retour en régie.

Les Hautes-Pyrénées chartent l'assainissement non collectif / WANAVERBECQ CHRISTIANE
ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1729, 08/2014, p. 17

Des installations d'ANC performantes évitent les rejets polluants dans les milieux naturels.

L'expérimentation portant sur l'autorisation unique « Iota » devient opérationnelle / DEQUEANT JOSETTE
LEMONITEUR.FR, 08/07/2014
http://www.lemoniteur.fr/173-droit-de-l-environnement/article/actualite/24840787-l-experimentation-portant-sur-l-autorisation-unique-iota-devient-operationnelle

Un décret du 1er juillet précise les modalités de délivrance du permis unique pour les projets d'installations, ouvrages, travaux et aménagements (Iota) relevant de la loi sur l'eau. http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029181113&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id

Services d'eau et d'assainissement : un équilibre financier fragilisé / NEDEY Fabienne
TECHNI.CITES, n° 273, 08/07/2014, p. 31-36

Le modèle économique qui a permis depuis le XIXe siècle de financer les services d'eau et d'assainissement arrive aujourd'hui au bord de la rupture. Pris en tenaille entre des phénomènes contradictoires, il est malgré tout sommé de concilier des enjeux économiques, environnementaux et sociaux.

Adduction d'eau : toujours des fuites... / TRICOT Henri
MAIRES DE FRANCE, n° 315, 07/2014, p. 58-59

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement avait rendu obligatoire la réalisation avant fin 2013 d'un descriptif détaillé des réseaux par les services sur lequel puissent se baser les agences de l'eau pour majorer ou minorer leurs subventions. Les collectivités doivent entreprendre la rénovation des réseaux d'adduction obsolescents.

Améliorer la gestion du ruissellement des eaux de pluie dans les zones urbaines grâce aux toits végétalisés / MECHELEN Van C.
TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 6, 2014, p. 36-44

En raison de nombreux problèmes environnementaux, la gestion du ruissellement de l'eau a suscité beaucoup d'intérêt ces dernières années.

Adduction : l'extension du réseau hydraulique régional, bientôt à mi-parcours / CARROY CHRYSTELLE
TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 7/8, 2014, p. 6-7

Pour répondre à une hausse démographique, soulager les ressources en eau actuelles, permettre des projets d'irrigation, le Languedoc-Roussillon a engagé l'extension de son réseau hydraulique. Un transfert d'eau brute du Rhône qui doit fournir 12 à 20 m2 par an.

Analyse comparative de stratégies techniques et financières pour la réhabilitation de réseaux d'assainissement : intérêt d'un outil de gestion patrimoniale intégrée pour maîtriser l'évolution du prix de l'eau / Marlangeon A., TSANGA-TABI M., HUMBEL X.
TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 7/8, 2014, p. 27-40

Face au renforcement des objectifs de protection des milieux aquatiques et au constat de vieillissement des ouvrages, la gestion durable du patrimoine des services d'eau et d'assainissement est devenue une préoccupation majeure des pouvoirs publics. Elle apparaît ainsi comme un des thèmes d'actions clés du 10e programme des agences de l'eau.

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

Transport fluvial : comment mieux suivre le courant ? / BOEDEC MORGAN
LOCALTIS.INFO, 25/07/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250267554094

A quand une phase plus offensive de la gestion de la voie d'eau française ? Le 22 juillet, les sénateurs Francis Grignon (UMP Bas-Rhin) et Yves Rome (Oise) ont rendu public un rapport sur le potentiel et les handicaps du réseau fluvial français. Si ce repport se concentre sur l'évolution du statut et du rôle de Voies Navigables de France (VNF), l'engagement des collectivités aux côtés de l'établissement fait aussi l'objet de propositions concrètes.

Le décret "digues" qui va bouleverser le paysage local / GRAINDORGE JOEL
LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 16/07/2014
http://www.lagazettedescommunes.com/243779/le-decret-digues-qui-va-bouleverser-le-paysage-local

La loi Maptam a créé une compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi) confiée au bloc local. Parmi les décrets qui viendront préciser les contours de cette nouvelle compétence, celui qui concerne les digues mises à disposition des EPCI est certainement le plus attendu, et il a fait l'objet de débats houleux. En exclusivité, les arbitrages qui devraient être retenus.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

A Lorient, les pratiques évoluent en douceur / ROIZARD ERICK
HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 156, 09/2014, p. 25-27

Au cœur de la Bretagne Sud, Lorient est une ville verte entourée d'eau mais abritée des embruns. A l'occasion du Congrès d'Hortis, retour sur l'expérience d'un jardinier qui, depuis 37 ans, est à la tête du service des parcs et jardins. Au fil des ans, Jacques Postic a su adapter sa gestion et faire évoluer le fonctionnement du service pour offrir au Lorientais des espaces verts de qualité dans une démarche de développement durable.

La nature s'invite en ville / GUISLAIN MARGOT
MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5771, 04/07/2014, p. 22-26

Au moment où la ville se densifie, la nature s'y propage jusque dans les moindres recoins. Du macadam aux toitures bétonnées, elle est partout la bienvenue et sous les formes les plus inattendues…

Ile-de-France : des espaces verts préservés / SAINT-CRICQ Isabelle de
GEOMETRE, n° 2116, 08/2014, p. 6-7

Dans le cadre de sa politique d'aménagement et de gestion, l'Agence des espaces verts (AEV) a acquis 14000 hectares d'espaces naturels et agricoles en Ile-de-France.

Le conseil municipal des enfants fait fleurir des potagers en libre-service / RAUX Aude
GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2230, 14/07/2014, p. 31

Les «Incroyables comestibles», tel est le nom d'un mouvement que Plomelin (Finistère) a rejoint en 2012. Objectif : semer des plantes comestibles dans l'espace public afin de les partager avec les habitants.

La nature veut s'adapter au climat nouveau / HADDAD YAEL
LIEN HORTICOLE, n° 893, 09/07/2014, p. 7

Le dernier colloque de Natureparif a exploré les contours d'une écologie urbaine prenant mieux en compte les enjeux de demain...

La nature s'invite en ville / GUISLAIN MARGOT
MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5771, 04/07/2014, p. 22-26
Au moment où la ville se densifie, la nature s'y propage jusque dans les moindres recoins. Du macadam aux toitures bétonnées, elle est partout la bienvenue et sous les formes les plus inattendues…

Les berges de Saône aménagées en parc / ATGER CATHERINE
DIAGONAL, n° 191, 07/2014, p. 12-13
Comme son nom l'indique, l'opération urbaine Lyon Confluence tire parti de la présence de l'eau. C'est également la démarche des concepteurs du projet Rives de Saône, qui utilisent la voie d'eau pour en aménager les berges et réaliser un parc linéaire, un élément de liaison, de détente et de loisirs jusqu'au cœur de la ville.

4.2 Environnement

Biodiversité : juin 2013-juin 2014 / DUBAIL CHARLES-HENRY
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 225, 08/2014, p. 287-292
Cette année de la biodiversité s'achève sur une note dynamique, entre l'aboutissement du dispositif « trame verte et bleue », le commencement d'un nouveau chantier par le projet de loi sur la biodiversité et l'extension de l'invocabilité de la Charte de l'environnement. Mais cet enthousiasme ne doit pas masquer l'abandon déconcertant du projet de directive cadre sur les sols.

Des couloirs biologiques pour laisser passer la vie / PREVOT Anne-Caroline, MAHAUT Valérie, BARRA Marc, BOUDES Philippe
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 225, 08/2014, p. 21-63
Dossier :
- Situation des continuités biologiques en Europe
- Ouvrir les cœurs à la nature en partant des villes
- Les composantes des couloirs biologiques
- Du fonctionnement et de l'importance des couloirs biologiques
- On comprend de mieux en mieux le fonctionnement des corridors biologiques en ville
- Les pieds d'arbres offrent un parcours en ville à de nombreuses plantes
- D'importantes trames vertes en ville signifient moins de changement climatique
- La biodiversité, source de créativité pour les architectes
- Des pas japonais sur les toits des bâtiments
- De « nouvelles rivières urbaines » remettent l'eau au cœur de la ville
- Le Grand Genève favorise la libre circulation des espèces
- Les allées d'arbres, voies royales pour la biodiversité
- Depuis 70 ans, la nature tend à s'effacer de l'univers de Walt Disney
- Guide sur les couloirs biologiques

www.sfcologie.org/regards

Du traitement paysager à la politique paysagère ?
INTERCOMMUNALITES, n° 191, 08/2014, p. 7-14
En avril dernier, le Parlement a engagé l'examen du projet de loi biodiversité. Le paysage est l'objet du titre VI, un texte court portant sur les atlas de paysage et les objectifs paysagers que les documents d'urbanisme locaux doivent définir. pas de révolution majeure mais certainement une recherche de quelques avancées pragmatiques dans la gestion de ce bien commun. L'occasion de revenir sur la place du paysage dans les politiques locales

Trame verte et bleue : le port de Dunkerque s'offre un corridor vert / BOEDEC MORGAN
ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1729, 08/2014, p. 15
Le nouveau corridor représente pour le Port de Dunkerque la première étape de son action pour la préservation et de développement de la biodiversité.

Philippe Rapeneau tisse sa trame en vert et bleu / LESQUEL Emmanuelle, RAPENEAU Philippe
COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 280-281, 07/2014, p. 59
La communauté urbaine d'Arras veut mailler le territoire, très peu doté en espace de nature, d'une trame verte et bleue propice au développement de la biodiversité.

Le paysage : un plan pour l'aménagement / LEMONIER MARC
DIAGONAL, n° 191, 07/2014, p. 24-58

Dossier :
- un patrimoine commun et vivant
- du jardin à l'urbain
- un droit fondamental
- des plans et des échelles
- sélectionner et capitaliser les expériences
- les belvédères de Longwy
- Pas-de-Calais : deux caps, des vallons et des carrières
- Pays de la Saône vosgienne : paysage et mode de vie
- Agglomération de Blois : protéger le remarquable, veiller à l'ordinaire
- Val de Loire : classé, surveillé, mais non figé
- entre aménité et valeur économique
- un lien à définir
- chemin creux en péril

Vendée : des contrats de paysage ruraux pour renouveler le bocage / VILLE Frédéric
MAIRES DE FRANCE, n° 315, 07/2014, p. 35

30 communes et groupements intercommunaux de Vendée ont signé avec le conseil général un contrat paysage rural (CPR) pour 200 kilomètres de haies et 36 hectares de bosquets plantés, ainsi qu'une restauration du petit patrimoine (calvaires, lavoirs, puits...).

Tirer des leçons du passé pour recomposer le paysage / HADDAD YAEL
LIEN HORTICOLE, n° 894, 16/07/2014, p. 10-11

Emilie Collet, chargée de projet à la direction sud-ouest de Voies navigables de France, explique la démarche du gestionnaire du canal du Midi pour remplacer les platanes de plus en plus atteints par le chancre coloré, mais dont l'impact visuel est unique le long de cette voie d'eau classée par l'Unesco depuis 1996.

Réforme territoriale : Marylise Lebranchu éclaire le volet développement durable
LOCALTIS.INFO, 02/07/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267421136&cid=1250267414573

Auditionnée dans le cadre de la réforme territoriale, par la commission du développement durable de l'Assemblée, le 1er juillet, la ministre de la Décentralisation, Marylise Lebranchu, a fourni de nombreux éclairages sur les compétences des collectivités dans les domaines de l'environnement et des transports.

Réussir la compensation écologique / BOEDEC MORGAN
ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1729, 08/2014, p. 40-45

Les maîtres d'ouvrage s'approprient depuis peu un dispositif complexe et polémique, la compensation, qui leur permet de rembourser la dette écologique de leurs aménagements. A l'heure du vote de la loi sur la biodiversité, un bilan s'impose. Face à l'érosion constante de la biodiversité, est-ce un outil efficace ? Comment transformer cette obligation en atout ? Quelles étapes sa mise en œuvre doit-elle respecter ?

Les villes à la recherche d'un nouveau souffle / NIEUWJAER Chloé
VILLE RAIL ET TRANSPORTS, n° 566, 08/2014, p. 22-39

Tous les citoyens aspirent à respirer un air plus sain. Cependant, malgré les différentes bonnes résolutions, les alertes de plus en plus fréquentes et les connaissances scientifiques de plus en plus inquiétantes, l'amélioration de la qualité de l'air reste encore un vœu pieu.

Préserver la biodiversité, c'est aussi protéger la santé / PIPIEN Gilles
ESPACES NATURELS, n° 47, 07/2014, p. 40

Dans le monde scientifique, il existe un véritable domaine de recherche construit autour de la problématique "d'écologie de la santé". De nombreux travaux scientifiques récents nous disent que de la qualité de la biodiversité dépend la qualité de notre santé. L'éradication, parfois utilisée pour éliminer des espèces vecteurs, aggrave la situation. Au contraire, la biodiversité est une protection.

Grand Paris Seine ouest : la mutualisation des espaces verts prouve son efficacité / HADDAD YAEL
PAYSAGE ACTUALITES, n° 371, 07/2014, p. 14-16

La communauté d'agglomération de Grand Paris Seine ouest gère le patrimoine vert de son territoire. La mutualisation des moyens engendre de substantielles économies.

Biodiversité – protection des milieux marins : Ségolène Royal fait adopter l'interdiction du rejet des eaux de ballast en plus de l'interdiction des sacs plastiques non réutilisables à compter du 1er janvier 2016
DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR, 27/06/2014
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Biodiversite-protection-des.html

Lors de l'examen du projet de loi biodiversité par la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, Ségolène Royal a fait adopter l'interdiction du rejet en mer des eaux de ballast sans traitement, dans les eaux territoriales et sur le plateau continental.

Biodiversité : le projet de loi débute son parcours à l'Assemblée / MARCANGELO LEOS PHILIE
ENVIROLEX.FR, 13/06/2014
http://www.envirolex.fr/presse/environnement/actualites/4696/developpement-durable/biodiversite-le-projet-de-loi-debute-son-parcours-a-l-assemblee

La commission du développement durable de l'Assemblée nationale a auditionné la ministre de l'Ecologie le 10 juin sur le projet de loi relatif à la biodiversité. Périmètre et composition de l'Agence française de la biodiversité, déclinaison territoriale, impact de la réforme territoriale, place de l'outre-mer, biodiversité terrestre, sites inscrits, recours aux ordonnances : ces différents points d'achoppement soulevés par les députés pourraient faire l'objet d'amendements.

Des indicateurs de biodiversité pour les régions / CARROY CHRYSTELLE
TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 6, 2014, p. 2

Le comité français de l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN) prépare une méthode d'évaluation pour la biodiversité à l'échelle locale.

Concevoir des toitures végétalisées multifonctions en vue de l'épuration des eaux pluviales et du développement de la biodiversité urbaine / SCHWAGER JULIE, IRLES A.
TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 6, 2014, p. 45-57

En 2010, le Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de l'Est a donc végétalisé plus de 600 m2 de toitures sur ses bâtiments dans le cadre d'un projet pluridisciplinaire sur l'impact des toitures végétalisées en matière d'isolation thermique, de biodiversité et de qualité des eaux.

MFSC : des mélanges autorisés avec des produits phytopharmaceutiques, sous conditions / VIDRIL VALERIE
LIEN HORTICOLE, n° 895, 27/08/2014, p. 5

Les producteurs ont désormais la possibilité de demander à leurs fournisseurs de substrats ou de fertilisants d'effectuer un mélange avec un produit phytosanitaire.

L'été chaud des phytosanitaires / VIDRIL VALERIE
LIEN HORTICOLE, n° 894, 16/07/2014, p. 8

Les textes sur les produits de protection des plantes se multiplient depuis début 2014.

Responsable qualité et phytosanitaire : un nouveau métier / VIDRIL VALERIE
LIEN HORTICOLE, n° 894, 16/07/2014, p. 16-17

Marie Leven est chargée du suivi phytosanitaire et qualitatif des cultures pour l'ensemble des sites de production de La Forêt jeunes plants, en Loire-Atlantique. Le poste qu'elle occupe a été spécialement créé dans le cadre de la structuration de l'entreprise.

Pesticides : vers une judiciarisation de leur utilisation ?
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 224, 06/2014, p. 206-208

Nouvelle loi "visant à mieux encadrer l'utilisation de produits phytosanitaires sur le territoire national".

EcophytoPIC, rapport d'étape : 12 mois de fonctionnement et trois nouvelles plateformes / DELVAL Philippe
PHYTOMA, n° 671, 02/2014, p. 9-11

Ce site libre d'accès et consacré à la protection intégrée des cultures compte bientôt sept plateformes. Bilan et mode d'emploi.

4.3 Déchets et propreté urbaine

Le plan national de prévention des déchets 2014-2020 est enfin publié / MARCANGELO-LEOS PHILIE
LOCALTIS.INFO, 29/08/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267622460&cid=1250267619193

Fruit d'une intense concertation, le plan national de prévention des déchets 2014-2020 vient tout juste d'être approuvé par un arrêté ministériel publié ce 28 août. Riche de 54 actions classées selon 13 axes phares, ce nouveau plan déçoit cependant par son manque d'ambition, en particulier sur le terrain de l'économie circulaire.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Programme_national_prevention_dechets_2014-2020.pdf
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029409678&fastPos=1&fastReqId=1074026421&categorieLien=id&oldAction=rechTexte

Contre les tags, la solutions des murs végétaux / MENU Stéphane
TECHNI.CITES, n° 273, 08/07/2014, p. 39

Certaines (rares) communes recourent aux murs végétaux pour éviter la prolifération des tags. Mais le coût élevé de la réalisation rafraîchit les édiles. À moins de passer par des partenariats avec la SNCF et d'autres collectivités, comme l'a fait la commune d'Ermont, dans le Val-d'Oise.

Déchets ménagers : de la prévention à la valorisation dans le Sud-Ouest / ASTEE
TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 7/8, 2014, p. 22-24

Une usine de valorisation énergétique en projet, une toute récente unité de tri-méthanisation-compostage des ordures ménagères, des efforts en cours pour la prévention des déchets…

Déchets municipaux : les déchèteries, un enjeu métropolitain / CARROY CHRYSTELLE
TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 7/8, 2014, p. 3

Les déchets occasionnels « aussi appelés encombrants », un casse-tête pour les villes denses ?

Déchets : la TEOMI, c'est bien parti / CANTO ALBANE
ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1729, 08/2014, p. 28-29

Les premiers fichiers permettant la création d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative ont été transmis aux services fiscaux mi-avril. Sur le terrain, la production de déchets résiduels est déjà en forte baisse.

Adoption en commission mixte paritaire du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire / DUBAIL CHARLES-HENRY
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 225, 08/2014, p. 257

Le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire, adopté en commission mixte paritaire le 16 juillet, a pour objet « d'encourager un changement d'échelle de l'économie sociale et solidaire dans tous ses aspects, afin de construire avec les entreprises de l'économie sociale et solidaire une stratégie de croissance plus robuste, plus riche en emplois, plus durable et plus juste socialement.

Tarification incitative dans le domaine des déchets : un guide pratique pour les décideurs locaux / LENORMAND ANNE
LOCALTIS.INFO, 16/07/2014
http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267505511&cid=1250267503109

L'Ademe et l'association d'élus Amorce viennent de publier un guide à l'attention des décideurs locaux qui souhaitent mettre en place un dispositif de tarification incitative pour la collecte des déchets sur leur territoire. 16 collectivités de toutes tailles engagées dans une démarche de ce type livrent leur témoignage.
http://www.amorce.asso.fr/IMG/pdf/tarification_incitative_conseils_et_retours_d_exp_interactif.pdf

Le financement de la gestion des déchets ménagers et "assimilés" [arrêt du Conseil d'État du 31 mars 2014 n° 368111] / EGLIE-RICHTERS Blaise
COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 280-281, 07/2014, p. 39-41

Le juge s'est prononcé sur les modalités de fixation du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). En outre, c'est dorénavant au collectivités qui financement le service public de gestion des déchets ménagers par la TEOM de mettre en place la redevance spéciale (article L.2333-78 du CGCT) pour financer la gestion des déchets d'activités économiques "assimilés".

Aspiration pneumatique des déchets aux Batignolles / BATTAGLINI SEBASTIEN
RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 209, 06/2014, p. 41-43

La Zac des Batignolles, au nord-ouest de Paris, est un des derniers grands terrains constructibles de la capitale. Auparavant dédié au fret ferroviaire, il est appelé à devenir un quartier emblématique, capable de montrer ce que la ville peut faire de mieux en termes de développement durable, de transports, et d'intégration. Ce projet se veut également exemplaire pour sa gestion des eaux pluviales et a mis en œuvre un système de collecte des ordures ménagères via un réseau pneumatique.

5. Transversal Services Techniques Territoriaux

Les ingénieurs se projettent dans la ville de demain
TECHNI.CITES, n° 273, 08/07/2014, p. 18-23

L'École nationale supérieure d'architecture de Paris- Belleville a ouvert ses portes à l'Association des ingénieurs territoriaux de France les 19 et 20 juin derniers, afin que se tiennent les Rencontres nationales de l'ingénierie publique. Au programme, différents ateliers répartis par parcours métier : mobilité urbaine, gestion des réseaux et des fluides, risques, prévention et environnement, management et organisation des services.

Mettre en place une démarche préventive du risque amiante / LESQUEL Emmanuelle
COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 280-281, 07/2014, p. 64-65

Les collectivités sous-estiment le risque amiante, notamment pour les agents des services techniques. La réglementation indique clairement la responsabilité de l'employeur et les démarches de prévention à mener, qui exigent parfois un important effort financier.

6. DERNIERES ACQUISITIONS

Gestion et management des espaces verts : construire la ville verte de demain / DELAVALLADE STEPHANE
TERRITORIAL EDITIONS, 06/2014 - 243 p. - DOSSIER D'EXPERT
Localisation : - INSET MONTPELLIER

La loi MAPAM décodée : une réforme... de la réforme / REY PIERRE-STEPHANE, REY SIMON
TERRITORIAL EDITIONS, 04/2014 - 178 p. - DOSSIER D'EXPERT
Localisation : - INSET MONTPELLIER

La maintenance des bâtiments en 100 fiches pratiques / SOYER Isabelle, DIXNEUF Hubert, SEGRETAIN Jean-Pierre
GROUPE MONITEUR, 2014 - 295 p. - METHODES
Localisation : - DELEGATION DU CENTRE

La qualité de l'eau potable : techniques et responsabilités / GRAINDORGE JOEL
TERRITORIAL EDITIONS, 06/2014 - 145 p. - DOSSIERS D'EXPERT
Localisation : - INSET MONTPELLIER

La loi littoral / PRIEUR LOIC
TERRITORIAL EDITIONS, 08/2014 - 80 p. - DOSSIER D'EXPERTS
Localisation : - INSET MONTPELLIER

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :
Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :
- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé